



Procédures d'infraction du mois de novembre: principales décisions

Brussels, le 14 novembre 2024

Aperçu par domaine

La Commission européenne prend, à intervalles réguliers, des décisions relatives à des procédures d'infraction contre les États membres qui ne se conforment pas aux obligations qui leur incombent en vertu de la législation de l'Union européenne. Ces décisions, qui concernent différents secteurs et domaines d'action de l'Union, visent à faire appliquer correctement la législation européenne dans l'intérêt des citoyens et des entreprises.

Les principales décisions adoptées par la Commission sont présentées ci-dessous et regroupées par domaine. La Commission clôt également 47 dossiers pour lesquels les problèmes concernant les États membres en cause ont été résolus sans qu'elle ne doive poursuivre la procédure.

Pour en savoir plus sur la procédure d'infraction de l'Union, voir le texte intégral du «[Questions et réponses](#)». Pour plus d'informations sur l'historique d'un dossier, vous pouvez consulter le [registre des décisions d'infraction](#).

1. Environnement

(Pour plus d'informations: Adalbert Jahnz – tél. +32 229 53156, Maëlys Dreux – tél. +32 229 54673)

Lettres de mise en demeure

La Commission demande à la BELGIQUE et à CHYPRE de se conformer à la directive-cadre sur l'eau

La Commission européenne a décidé d'ouvrir des procédures d'infraction en envoyant des lettres de mise en demeure à la **Belgique** [INFR(2024)2231] et à **Chypre** [INFR(2024)2227] au motif que ces États membres ne réexaminent pas périodiquement les autorisations dans le domaine de l'eau conformément à la directive-cadre sur l'eau ([directive 2000/60/CE](#)). Cette directive impose aux États membres d'établir un programme de mesures pour chaque district hydrographique afin de garantir le bon état des masses d'eau européennes, telles que les rivières et les lacs. Ces mesures doivent être incluses dans les plans de gestion de district hydrographique qui doivent être établis et communiqués à la Commission tous les six ans. Chaque programme de mesures doit comporter des mesures de base visant à contrôler les différents types de captage d'eau, l'endiguement, les rejets ponctuels, les sources diffuses susceptibles de causer une pollution et tout autre effet négatif important sur la qualité de l'eau. Les États membres sont tenus de réexaminer et de mettre à jour périodiquement ces contrôles afin de déterminer si les mesures en place atteignent encore leurs objectifs. La Commission a déjà engagé des procédures d'infraction similaires contre quatre autres États membres (à savoir les Pays-Bas, l'Autriche, la Slovaquie et la Finlande). En Belgique, les législations respectives de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Région flamande et de la Région wallonne ne sont pas conformes à la directive. En ce qui concerne le captage d'eau, ces législations régionales ne prévoient pas toujours de réexamen périodique de l'autorisation ou fixent un délai de réexamen trop long (plus de 12 ans). En ce qui concerne les rejets ponctuels, les délais fixés par les trois législations régionales entre les réexamens périodiques de l'autorisation sont trop longs. À Chypre, la législation nationale n'impose aucun type de réexamen périodique, contrairement à ce qu'exige la directive. En conséquence, la Commission envoie des lettres de mise en demeure à la Belgique et à Chypre, qui disposent à présent d'un délai de deux mois pour y répondre et remédier aux manquements qu'elle a relevés. En l'absence de réponse satisfaisante, la Commission pourrait décider d'émettre des avis motivés.

La Commission demande à la GRÈCE de communiquer des données sur le respect des objectifs de recyclage conformément à la directive-cadre relative aux déchets

La Commission européenne a décidé d'ouvrir une procédure d'infraction en envoyant une lettre de mise en demeure à la **Grèce** [INFR(2024)2228] au motif que cet État membre ne respecte pas la directive-cadre relative aux déchets [[directive 2008/98/CE](#) relative aux déchets telle que modifiée par la [directive \(UE\) 2018/851](#)]. La directive-cadre relative aux déchets est la législation-cadre européenne qui vise à prévenir ou diminuer la production de déchets, à réduire les incidences globales de l'utilisation des ressources et à améliorer l'efficacité de cette utilisation, ce qui est essentiel pour la transition vers une économie circulaire et la compétitivité à long terme de l'Union. Afin de vérifier le respect des objectifs de recyclage établis par la directive, les États membres doivent communiquer des données relatives à la préparation en vue du réemploi et du recyclage des déchets, conformément aux modalités d'exécution [[décision d'exécution \(UE\) 2019/1004 de la Commission](#)]. La Grèce est le seul État membre à ne pas avoir communiqué ces données pour les années 2020, 2021 et 2022. En conséquence, la Commission envoie une lettre de mise en demeure à la Grèce, qui dispose à présent d'un délai de deux mois pour y répondre et remédier aux manquements relevés par la Commission. En l'absence de réponse satisfaisante, la Commission pourrait décider d'émettre un avis motivé.

La Commission demande à la HONGRIE de transposer correctement la directive-cadre relative aux déchets

La Commission européenne a décidé d'ouvrir une procédure d'infraction en envoyant une lettre de mise en demeure à la **Hongrie** [INFR(2024)2229] au motif que cet État membre n'a pas correctement transposé la directive-cadre relative aux déchets [[directive 2008/98/CE](#) relative aux déchets telle que modifiée par la [directive \(UE\) 2018/851](#)]. La directive-cadre relative aux déchets est la législation-cadre européenne qui vise à prévenir ou diminuer la production de déchets, à réduire les incidences globales de l'utilisation des ressources et à améliorer l'efficacité de cette utilisation, ce qui est essentiel pour la transition vers une économie circulaire et la compétitivité à long terme de l'Union. La directive modifiée fixe des objectifs contraignants en matière de recyclage et de préparation des déchets municipaux en vue de leur réemploi. Elle introduit également des exigences imposant aux États membres d'améliorer leurs systèmes de gestion des déchets et l'efficacité de l'utilisation des ressources. Le délai imparti aux États membres pour transposer la directive modifiée dans leur législation nationale était fixé au 5 juillet 2020. La Commission a déjà engagé des procédures d'infraction contre 11 autres États membres (la Bulgarie, la Tchéquie, l'Estonie, la France, l'Italie, Chypre, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal et la Roumanie). La Commission a constaté que la Hongrie n'avait pas correctement transposé plusieurs dispositions de la directive modifiée. Il s'agit notamment des dispositions fixant les critères permettant de déterminer quand certains déchets cessent d'être des déchets et deviennent un produit ou une matière première secondaire (critères de fin du statut de déchet). En outre, les exigences relatives aux objectifs nationaux du régime de responsabilité élargie des producteurs et à la publication des contributions financières, ainsi que celles relatives au réexamen régulier des dérogations aux opérations de valorisation ne sont pas conformes à la directive. La Hongrie n'a pas non plus pris de mesures pour encourager le compostage domestique. En conséquence, la Commission envoie une lettre de mise en demeure à la Hongrie, qui dispose à présent d'un délai de deux mois pour y répondre et remédier aux manquements relevés par la Commission. En l'absence de réponse satisfaisante, la Commission pourrait décider d'émettre un avis motivé.

La Commission demande à la HONGRIE de transposer correctement la directive sur la mise en décharge

La Commission européenne a décidé d'ouvrir une procédure d'infraction en envoyant une lettre de mise en demeure à la **Hongrie** [INFR(2024)2230] au motif que cet État membre n'a pas correctement transposé la directive sur la mise en décharge [[directive 1999/31/CE](#) concernant la mise en décharge des déchets telle que modifiée par la [directive \(UE\) 2018/850](#)]. La directive sur la mise en décharge fixe des normes pour les décharges afin de prévenir leurs effets néfastes sur la santé humaine, l'eau, le sol et l'air. Conformément à cette directive, les États membres doivent prendre des mesures pour que seuls les déchets déjà traités soient mis en décharge. La directive sur la mise en décharge fixe un objectif de réduction de la mise en décharge des déchets municipaux à 10 % d'ici à 2035; interdit à partir de 2030 la mise en décharge des déchets se prêtant au recyclage ou à d'autres formes de valorisation; et fixe des règles pour le calcul de la réalisation de l'objectif de réduction de la mise en décharge. Cette directive impose également aux États membres de mettre en place un système efficace de contrôle et de traçabilité des déchets municipaux mis en décharge. La Hongrie n'a, entre autres, pas correctement transposé la disposition de la directive exigeant que les déchets collectés séparément pour leur préparation en vue du réemploi et du recyclage ne soient pas mis en décharge. En conséquence, la Commission envoie une lettre de mise en demeure à la Hongrie, qui

dispose à présent d'un délai de deux mois pour y répondre et remédier aux manquements relevés par la Commission. En l'absence de réponse satisfaisante, la Commission pourrait décider d'émettre un avis motivé.

La Commission demande à l'ITALIE de prévenir et de gérer la propagation des espèces exotiques envahissantes conformément au règlement sur les espèces exotiques envahissantes

La Commission européenne a décidé d'ouvrir une procédure d'infraction en envoyant une lettre de mise en demeure à l'**Italie** [INFR(2024)2226] au motif que cet État membre n'a pas prévenu ni géré l'introduction et la propagation de la fourmi de feu (*Solenopsis invicta*), comme l'exige le règlement sur les espèces exotiques envahissantes [règlement EEE, [règlement \(UE\) n° 1143/2014](#)]. Les espèces exotiques envahissantes sont l'une des cinq causes principales de la perte de biodiversité en Europe et dans le monde. Le règlement EEE vise à prévenir, à réduire au minimum et à atténuer les effets néfastes des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité et les écosystèmes connexes, ainsi que sur la santé et la sécurité humaines. Il vise également à réduire leurs incidences sociales et économiques en Europe. Après l'établissement de la présence de la fourmi de feu en Sicile, l'Italie n'a pas informé sans retard la Commission et les autres États membres de sa détection précoce. Les autorités italiennes n'ont pas non plus informé la Commission d'éventuelles mesures d'éradication ou de leur efficacité. Entre, l'Italie n'a pas pris toutes les mesures nécessaires pour prévenir la propagation involontaire de la fourmi de feu et n'a pas mis en œuvre efficacement le système de surveillance des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union. L'Italie doit mettre en place les mesures nécessaires pour se conformer au règlement. En conséquence, la Commission envoie une lettre de mise en demeure à l'Italie, qui dispose à présent d'un délai de deux mois pour y répondre et remédier aux manquements relevés par la Commission. En l'absence de réponse satisfaisante, la Commission pourrait décider d'émettre un avis motivé.

Lettre de mise en demeure au titre de l'article 260 du TFUE

La Commission demande à l'IRLANDE de se conformer à un arrêt de la Cour de justice concernant la collecte et le traitement adéquats des eaux urbaines résiduaires

La Commission européenne a décidé d'envoyer une lettre de mise en demeure au titre de l'article 260 du TFUE à l'**Irlande** [INFR(2013)2056] au motif que cet État membre ne s'est pas conformé à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 28 mars 2019 ([C-427/17](#)). Dans cet arrêt, la Cour de justice a constaté que l'Irlande ne respectait pas la directive sur le traitement des eaux résiduaires ([directive 91/271/CEE](#)). La directive vise à protéger la santé humaine et l'environnement en exigeant la collecte et le traitement avant rejet des eaux urbaines résiduaires dans l'environnement. Les villes doivent mettre en place les infrastructures nécessaires à la collecte et au traitement de leurs eaux résiduaires. En l'absence de collecte ou de traitement, les eaux résiduaires peuvent mettre en danger la santé humaine et polluer les lacs, les fleuves et rivières, les sols et les eaux côtières et souterraines. L'Irlande aurait dû se conformer aux exigences de la directive au plus tard le 31 décembre 2005. En mars 2019, la Cour de justice a jugé que l'Irlande avait enfreint les exigences de la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires dans 28 agglomérations. S'il est vrai que l'Irlande a accompli des progrès pour remédier à certaines des infractions, par exemple avec la construction de la station d'épuration de Shanbally, 16 agglomérations faisant l'objet de l'arrêt n'ont toujours pas été mises en conformité. En conséquence, la Commission envoie une lettre de mise en demeure à l'Irlande, qui dispose à présent d'un délai de deux mois pour y répondre et remédier aux manquements relevés par la Commission. En l'absence de réponse satisfaisante, la Commission pourrait décider de saisir la Cour de justice de l'Union européenne en lui demandant d'infliger des sanctions financières.

Avis motivé

La Commission demande à l'ITALIE de respecter les règles en matière de chasse aux oiseaux, notamment en ce qui concerne l'utilisation du plomb dans les munitions

La Commission européenne a décidé aujourd'hui d'adresser un avis motivé à l'**Italie** [INFR (2023)2187] pour non-respect de la directive «Oiseaux» ([directive 2009/147/CE](#)) et du règlement REACH [[règlement 1907/2006/CE](#), tel que modifié par le [règlement \(UE\) 2021/57](#)] en raison de modifications apportées à la réglementation italienne en matière de chasse. La directive «Oiseaux» vise à protéger toutes les espèces d'oiseaux sauvages naturellement présentes dans l'Union européenne et leurs habitats. Le règlement REACH limite l'utilisation de grenaille de chasse contenant du plomb dans ou à proximité des zones humides afin de protéger les oiseaux aquatiques,

l'environnement et la santé humaine. La Commission a constaté que plusieurs actes législatifs italiens ne sont pas conformes à cette législation européenne. La législation italienne a conféré aux régions le pouvoir d'autoriser la mise à mort ou la capture d'espèces de la faune sauvage, même dans les zones où la chasse est interdite, telles que les zones protégées, et pendant la période de l'année où la chasse est interdite, et ce en violation de la directive «Oiseaux». En outre, la législation italienne n'est pas conforme aux dispositions du règlement REACH concernant l'utilisation de plomb dans la grenaille de chasse. La Commission avait envoyé une lettre de mise en demeure en février 2024. Bien que l'Italie ait modifié sa législation nationale, le plan national prévu par cette législation contient toujours des dispositions qui ne sont pas conformes à la directive «Oiseaux». L'Italie n'a, en outre, pas encore modifié sa législation pour se conformer au règlement REACH. En conséquence, la Commission a décidé d'adresser un avis motivé à l'Italie, qui dispose à présent d'un délai de deux mois pour y répondre et prendre les mesures nécessaires. À défaut, la Commission pourrait décider de saisir la Cour de justice de l'Union européenne.

Saisines de la Cour de justice

La Commission décide de saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre la BULGARIE et la ROUMANIE au motif que ces pays n'ont pas collecté et traité de manière adéquate les eaux urbaines résiduaires

La Commission européenne a décidé aujourd'hui de saisir la Cour de justice de l'Union européenne de recours contre la **Bulgarie** [INFR(2017)2082] et la **Roumanie** [INFR(2018)2109] pour respect incomplet des obligations en matière de collecte et de traitement prévues par la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ([directive 91/271/CEE](#)). La directive vise à protéger la santé humaine et l'environnement en exigeant la collecte et le traitement avant rejet des eaux urbaines résiduaires dans l'environnement. Les villes (agglomérations) doivent mettre en place les infrastructures nécessaires à la collecte et au traitement de leurs eaux résiduaires. La Commission avait envoyé une lettre de mise en demeure à la Bulgarie en juillet 2017, suivie d'un avis motivé en mai 2020. Elle avait envoyé une lettre de mise en demeure à la Roumanie en juin 2018, suivie d'une lettre de mise en demeure complémentaire en octobre 2020 et d'un avis motivé en février 2022. La lettre de mise en demeure complémentaire a été envoyée à la Roumanie afin d'inclure les grandes agglomérations qui n'entraient pas dans le champ d'application de la lettre de mise en demeure initiale de juin 2018. La Commission considère que les efforts déployés jusqu'à présent par les autorités bulgares et roumaines sont insuffisants; en conséquence, elle saisit la Cour de justice de l'Union européenne de recours contre la Bulgarie et la Roumanie. Pour de plus amples informations, voir le [communiqué de presse](#).

2. Marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME

(Pour plus d'informations: Johanna Bernsel – tél. +32 229 86699, Federica Miccoli – tél. +32 229 58300)

Lettres de mise en demeure

La Commission demande à la FRANCE de se conformer aux règles européennes relatives à la liberté d'établissement et à la libre circulation des travailleurs dans l'Union européenne

La Commission européenne a décidé d'ouvrir une procédure d'infraction en envoyant une lettre de mise en demeure à la **France** [INFR(2024)4025] pour cause de non-conformité des règles nationales avec la libre circulation des travailleurs et la liberté d'établissement consacrées aux articles 45 et 49 du [traité sur le fonctionnement de l'Union européenne \(TFUE\)](#). Ces deux libertés sont fondamentales pour la mobilité des entreprises et la mobilité professionnelle au sein du marché unique. Elles permettent aux professionnels pleinement qualifiés d'exercer plus facilement dans différents États membres soit en tant que travailleurs indépendants soit en tant que salariés, tout en garantissant un niveau élevé de protection aux consommateurs et aux citoyens. La Commission européenne estime que les règles françaises ne sont pas conformes aux articles 45 et 49 du TFUE, car elles interdisant aux médecins, aux dentistes et aux sages-femmes de l'Union européenne, qui sont pleinement qualifiés pour exercer leur profession au sein de l'Union européenne, de travailler en France, soit en tant que travailleurs indépendants soit en tant que salariés, s'ils sont déjà inscrits pour exercer leur profession dans un pays tiers. La législation française crée ainsi une restriction à la libre circulation des travailleurs et à la liberté d'établissement. Sur la base des informations dont dispose la Commission, cette restriction ne semble pas justifiée et enfreint donc les articles 45 et 49 du TFUE. En

conséquence, la Commission envoie une lettre de mise en demeure à la France, qui dispose à présent d'un délai de deux mois pour y répondre et remédier aux manquements relevés par la Commission. En l'absence de réponse satisfaisante, la Commission pourrait décider d'émettre un avis motivé.

Avis motivés

La Commission demande à la FRANCE de faire en sorte que ses exigences en matière d'étiquetage pour le tri des déchets soient conformes au principe de libre circulation des marchandises

La Commission européenne a décidé aujourd'hui d'adresser un avis motivé à la **France** [INFR(2022)4028] au motif que cet État membre n'a pas remédié à l'incompatibilité de ses exigences en matière d'étiquetage concernant les consignes de tri des déchets avec les articles [34 à 36 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne \(TFUE\)](#). Pour être vendus en France, les produits à destination des ménages soumis à un dispositif de responsabilité élargie du producteur (REP) doivent être étiquetés avec le «logo Triman», une signalétique informant que le produit fait l'objet de règles de tri, et l'«info-tri», précisant les modalités de tri. Actuellement, la fourniture de consignes de tri des déchets aux consommateurs n'est pas régie par des règles harmonisées au niveau de l'Union européenne. Cela sera cependant bientôt réglementé en vertu des futurs actes d'exécution à adopter dans le cadre du nouveau règlement relatif aux emballages et aux déchets d'emballages. La Commission estime que, jusqu'alors, les législations nationales adoptées dans ce domaine ne doivent pas créer d'obstacles inutiles aux échanges au sein du marché intérieur. Les acteurs du secteur ont également indiqué à plusieurs reprises que les exigences nationales en matière d'étiquetage constituaient un obstacle majeur au marché intérieur et compromettaient gravement la libre circulation des marchandises. La Commission cherche à éliminer les obstacles qui ont le plus d'incidence sur la capacité des entreprises européennes à bénéficier du marché intérieur et à se développer. Elle considère que les autorités françaises n'ont pas fourni suffisamment d'éléments de preuve concernant la proportionnalité de leur politique, étant donné que d'autres options moins restrictives sont disponibles. Selon la Commission, la France a également enfreint les obligations de notification qui lui incombent en vertu de la directive sur la transparence du marché unique [[directive \(UE\) 2015/1535](#)] puisque la loi en question n'a pas été notifiée à la Commission avant son adoption. En conséquence, la Commission a décidé d'adresser un avis motivé à la France, qui dispose à présent d'un délai de deux mois pour y répondre et prendre les mesures nécessaires. À défaut, la Commission pourrait décider de saisir la Cour de justice de l'Union européenne.

3. Énergie et climat

(Pour plus d'informations: Tim McPhie – tél. +32 229 58602, Giulia Bedini – tél. +32 229 58661)

Lettres de mise en demeure

La Commission demande à la BELGIQUE, à la BULGARIE, à la TCHÉQUIE, à l'ESTONIE, à la GRÈCE, à la CROATIE, à CHYPRE, à MALTE, à l'AUTRICHE, à la POLOGNE, au PORTUGAL, à la SLOVÉNIE et à la SLOVAQUIE de soumettre de toute urgence la mise à jour finale de leur plan national en matière d'énergie et de climat

La Commission européenne a décidé d'ouvrir des procédures d'infraction en envoyant des lettres de mise en demeure à la **Belgique** [INFR(2024)2252], à la **Bulgarie** [INFR(2024)2253], à la **Tchéquie** [INFR(2024)2255], à l'**Estonie** [INFR(2024)2257], à la **Grèce** [INFR(2024)2258], à la **Croatie** [INFR(2024)2256], à **Chypre** [INFR(2024)2254], à **Malte** [INFR(2024)2259], à l'**Autriche** [INFR(2024)2251], à la **Pologne** [INFR(2024)2260], au **Portugal** [INFR(2024)2261], à la **Slovénie** [INFR(2024)2263] et à la **Slovaquie** [INFR(2024)2262] au motif que ces États membres n'ont pas soumis la mise à jour finale de leur plan national en matière d'énergie et de climat (PNEC), conformément au [règlement sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat](#). Les mises à jour finales des PNEC sont des outils essentiels pour faire en sorte que les États membres établissent une feuille de route concrète pour atteindre les objectifs convenus au niveau de l'Union européenne en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, entre autres. Elles sont également incontournables pour permettre à la Commission européenne d'évaluer la position collective des États membres pour ce qui est de l'ambition à l'égard des objectifs de l'Union en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030. En vertu de l'article 14, paragraphe 2, du règlement sur la gouvernance, tous les États membres devaient soumettre la mise à jour finale de leur PNEC au plus tard le 30 juin 2024. Or, à ce jour, la

Commission a reçu la version finale de 14 plans. À l'issue d'échanges approfondis consécutifs à la [présentation des projets de plans](#) et à l'adoption de [recommandations de la Commission](#) à l'intention des États membres, ces 13 États membres n'ont toujours pas soumis la mise à jour finale de leur PNEC. La Commission considère qu'ils manquent à l'obligation qui leur incombe en vertu du règlement sur la gouvernance et leur envoie donc des lettres de mise en demeure. La Belgique, la Bulgarie, la Tchéquie, l'Estonie, la Grèce, la Croatie, Chypre, Malte, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Slovénie et la Slovaquie disposent à présent d'un délai de deux mois pour répondre à la Commission. En l'absence de réponse satisfaisante, la Commission pourrait décider d'émettre des avis motivés.

Avis motivé complémentaire

La Commission demande instamment à l'IRLANDE, à l'ESPAGNE, à la FRANCE et à la HONGRIE de transposer intégralement la directive sur les énergies renouvelables

La Commission européenne a décidé aujourd'hui d'adresser des avis motivés complémentaires à l'**Irlande** [INFR(2021)0260], à l'**Espagne** [INFR(2021)0220], à la **France** [INFR(2021)0238] et à la **Hongrie** [INFR(2021)0256] au motif que ces États membres n'ont pas transposé intégralement les règles de l'Union relatives à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelable énoncées dans la [directive \(UE\) 2018/2001](#). Cette directive établit un cadre juridique en vue du développement des énergies renouvelables dans les secteurs de l'électricité, du chauffage et du refroidissement et des transports dans l'Union européenne. Elle fixe un objectif contraignant au niveau de l'Union en matière d'énergies renouvelables à l'horizon 2030 et comprend des règles spécifiques applicables aux garanties d'origine. Les garanties d'origine sont des certificats électroniques destinés à informer les clients finals de la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans le bouquet énergétique d'un fournisseur. La directive comprend en outre des critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants, des bioliquides et des combustibles ou carburants issus de la biomasse, ainsi que des règles relatives à la vérification de la conformité de ces combustibles ou carburants avec ces critères. Le délai de transposition de la directive en droit national était fixé au 30 juin 2021. En juillet 2021, la Commission avait envoyé des lettres de mise en demeure à ces quatre États membres pour transposition incomplète de la directive. En ce qui concerne l'Irlande, l'Espagne et la France, la Commission avait ensuite émis des avis motivés pour transposition toujours incomplète de la directive. Elle avait également décidé de [saisir](#) la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre la Hongrie pour défaut de transposition de la directive. Après avoir examiné les réponses des quatre États membres et les mesures qu'ils ont communiquées par la suite, la Commission a décidé d'adresser des avis motivés complémentaires à l'Irlande, à l'Espagne, à la France et à la Hongrie en raison d'une transposition incomplète. Les avis motivés attirent l'attention sur d'autres lacunes dans la transposition des dispositions relatives aux garanties d'origine pour l'énergie produite à partir de sources renouvelables, ou sur d'autres problèmes de transposition concernant les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants, des bioliquides et des combustibles ou carburants issus de la biomasse. Les quatre États membres concernés disposent à présent d'un délai de deux mois pour remédier à la situation et informer la Commission de la transposition complète de la directive. À défaut, la Commission pourrait décider de saisir la Cour de justice de l'Union européenne.

4. Fiscalité et union douanière

(Pour plus d'informations: Francesca Dalboni – tél. +32 229 88170, Saul Louis Goulding – tél. +32 229 64735)

Saisines de la Cour de justice

La Commission décide de saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre l'ALLEMAGNE au motif que ce pays n'a pas supprimé le régime fiscal discriminatoire appliqué aux plus-values découlant de la vente de biens immobiliers allemands qui sont réinvesties

Aujourd'hui, la Commission européenne a décidé de saisir la cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre l'**Allemagne** [INFR(2012)4037] au motif que ce pays n'a pas remédié à l'infraction à la libre circulation des capitaux ([article 63 du TFUE](#) et [article 40 de l'accord EEE](#)) due au régime fiscal discriminatoire qu'il applique aux réinvestissements des plus-values sur la vente de biens immobiliers situés en Allemagne. L'Allemagne accorde un report d'impôt pour les

réinvestissements des plus-values réalisées sur la vente de biens immobiliers situés en Allemagne, à condition que le bien immobilier ait été affecté aux immobilisations d'un établissement stable national (*Betriebsstätte in Deutschland*) pendant une période ininterrompue d'au moins 6 ans. Les sociétés établies en Allemagne, même si elles n'y exercent aucune activité économique, sont considérées comme ayant un établissement stable au lieu de leur siège de direction (à savoir, en Allemagne). Des sociétés comparables établies dans d'autres États membres de l'UE/EEE sont considérées comme n'ayant pas d'établissements stables en Allemagne. Par conséquent, l'Allemagne refuse de leur accorder un report d'impôt pour les réinvestissements des plus-values tirées de l'aliénation de biens immobiliers allemands. Il s'ensuit que l'Allemagne enfreint la libre circulation des capitaux. La Commission avait adressé un avis motivé à l'Allemagne en novembre 2019 et a participé à d'autres échanges techniques avec les autorités allemandes. La Commission considère que les efforts déployés jusqu'à présent par les autorités sont insuffisants; en conséquence, elle saisit la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre l'Allemagne. Pour de plus amples informations, voir le [communiqué de presse](#).

5. Mobilité et transports

(Pour plus d'informations: Adalbert Jahnz – tél. +32 229 53156, Anna Wartberger – tél. +32 229 82054)

Avis motivés

La Commission demande instamment à la SLOVAQUIE de procéder aux contrôles obligatoires des tunnels routiers sur le réseau routier RTE-T

La Commission européenne a décidé aujourd'hui d'adresser un avis motivé à la **Slovaquie** [INFR(2024)4000] pour manquement à son obligation de contrôler régulièrement les tunnels routiers construits sur le réseau routier transeuropéen de transport (RTE-T). La [directive 2004/54/CE](#) impose aux États membres de procéder à des contrôles réguliers des tunnels routiers du RTE-T d'une longueur supérieure à 500 mètres, au moins tous les six ans. L'objectif est de garantir la sécurité, de prévenir les accidents et d'atténuer les conséquences de tout incident susceptible de se produire. L'absence de contrôle régulier des tunnels routiers expose les usagers à des risques potentiels. En conséquence, la Commission adresse un avis motivé à la Slovaquie, qui dispose à présent d'un délai de deux mois pour y répondre et prendre les mesures nécessaires. À défaut, la Commission pourrait décider de saisir la Cour de justice de l'Union européenne.

6. Stabilité financière, services financiers et union des marchés des capitaux

(Pour plus d'informations: Francesca Dalboni - tél. +32 229 88170, Marta Perez-Cejuela Romero - tél. +32 229 63770)

Avis motivés

La Commission demande instamment à la BULGARIE, à l'ESPAGNE, à la LETTONIE, à MALTE, au PORTUGAL et à la ROUMANIE de transposer intégralement la directive sur l'assurance automobile

La Commission européenne a décidé aujourd'hui d'adresser des avis motivés à la **Bulgarie** [INFR(2024)0012], à l'**Espagne** [INFR(2024)0046], à la **Lettonie** [INFR(2024)0091], à **Malte** [INFR(2024)0097], au **Portugal** [INFR(2024)0116] et à la **Roumanie** [INFR(2024)0124] pour défaut de communication à la Commission de la transposition complète en droit national de la directive modifiée sur l'assurance automobile [[directive \(UE\) 2021/2118](#) modifiant la directive [2009/103/CE](#)]. La directive sur l'assurance automobile vise à renforcer la protection des victimes d'accidents de la circulation dans l'ensemble de l'Union européenne. À cette fin, la directive modifiée clarifie le champ d'application de cette protection, facilite les contrôles de l'assurance automobile obligatoire et met en place un mécanisme d'indemnisation des victimes en cas d'insolvabilité de l'assureur responsable. Elle facilite également le changement d'assureur pour les preneurs d'assurance en garantissant un traitement égal et non discriminatoire des relevés de sinistres. Le délai de transposition de la directive en droit national était fixé au 23 décembre 2023. Le [25 janvier 2024](#), la Commission avait envoyé des lettres de mise en demeure aux États membres concernés pour défaut de communication de sa transposition complète à la Commission. En l'absence de réponse satisfaisante, la Commission a

maintenant décidé d'adresser des avis motivés à la Bulgarie, à l'Espagne, à la Lettonie, à Malte, au Portugal et à la Roumanie. Ces États membres disposent à présent d'un délai de deux mois pour y répondre et prendre les mesures nécessaires. À défaut, la Commission pourrait décider de saisir la Cour de justice de l'Union européenne.

INF/24/5223

Personnes de contact pour la presse:

[Eric MAMER](#) (+32 2 299 40 73)

Renseignements au public: [Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](#) ou par [courriel](#)

Autres médias

 [Entrance to the Berlaymont building](#)